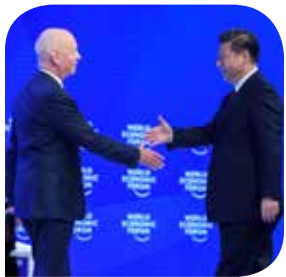


Comment la propagande chinoise s'infiltré dans les médias en France



P. 6-7

Grand Reset : la justice sociale aux caractéristiques chinoises



P. 5

Un rapport du Sénat préconise la collecte de données personnelles pour prévenir les crises sanitaires



P. 4

Vaccinés réinfectés, fichés, infantilisés... le lourd prix de la docilité

PAGE 2



DAMIEN MEYER/AFP via Getty Images

Un homme tient un smartphone montrant la nouvelle application TousAntiCovid. L'application de recherche de contacts StopCovid, controversée et peu utilisée depuis sa mise en ligne le 2 juin, a été relancée le 22 octobre sous une nouvelle forme et rebaptisée TousAntiCovid.

NOTE DE LA RÉDACTION

À PROPOS DE CETTE ÉDITION SPÉCIALE

L'émersion du variant delta du Covid-19, variant dit indien et ses contaminations de plus en plus nombreuses servent un discours gouvernemental quasi-apocalyptique. La fin du monde serait proche, évitable seulement par une parfaite obéissance aux injonctions du gouvernement et par l'usage quotidien de ce « passe sanitaire » qui fracture plus que jamais la France et les Français. Mais, hormis une minorité de manifestants inquiets de voir le système de crédit social chinois entrer par la grande porte dans notre pays, peu de réactions. Toute la France est en léthargie, résignée à tout comme si la fatalité devait continuer à toujours s'abattre et la « vie d'avant » ne jamais reprendre.

Il est pourtant une interrogation qui revient avec une capacité sans cesse renouvelée de faire bouillonner les esprits : « *Nous a-t-on dit la vérité ?* » C'est un peu comme si tout de cette douloureuse période serait tolérable et combattable si l'on pouvait au moins être certain de ne pas avoir été crédulé et abusé. Le virus, pour commencer, dont il ne fallait pas même supposer qu'il puisse être autre chose qu'un accident de la nature, est-il oui ou non sorti par erreur d'un laboratoire de Wuhan ? Tous les services de renseignements semblent en être aujourd'hui convaincus, mais pour-

quoi l'information n'émerge-t-elle qu'un an après ? Fallait-il en 2020 protéger le gouvernement chinois, et pourquoi ? Ou bien fallait-il éviter un retournement d'opinion contre la recherche en virologie ? L'hypothèse avait-elle des implications trop grandes pour que les « sachants » osent l'émettre publiquement ?

Enterré, le grand débat de 2020 sur l'hydroxychloroquine : cet été 2021, on voudrait surtout savoir si le « passe sanitaire » est une mesure d'exception justifiée par un danger immense auquel toute la France ferait face, ou plutôt une façon de rendre habituel et acceptable le fait de n'être qu'un QR Code avec des droits et libertés décidés en fonction de notre degré de conformité avec les attentes du pouvoir.

Puis encore, les vaccins anti-Covid, qui devaient éradiquer l'épidémie au printemps, sont-ils efficaces malgré les hauts taux de réinfection ? Risquent-ils d'exercer une pression sélective en faveur de variants plus dangereux du Covid-19 ? Fallait-il cibler toute la population ou seulement les personnes à risque ?

Pour chacune de ces questions, la fiabilité de la parole publique est plus que largement remise en question. Celle des scientifiques, qui se confrontent les uns aux autres avec aussi peu de retenue que des candidats de télé-réalité, n'est pas beaucoup plus audible – ceux-ci

oublient vite leurs erreurs mais bombent longtemps le torse quand leurs prédictions sont confirmées.

Quand la légitimité disparaît partout où on pensait la trouver et qu'il devient évident que de grandes puissances cherchent à exploiter l'ignorance pour asseoir leur domination, où aller chercher une autorité de confiance ?

Avec le contenu de cette nouvelle édition, nous tenterons à nouveau de montrer que ce n'est qu'avec la diversité des points de vue et le refus d'accepter le « politiquement correct » au sens de « consensus facile du moment » que chacun et chacune de nous aura les outils pour construire son opinion et – il n'est pas interdit d'être optimiste – peut-être passer de la simple opinion à la véritable connaissance. Ceci implique autant de n'accepter par défaut le message d'aucune doxa que de ne pas, non plus, tout rejeter par défaut. C'est d'après nous avec cette tolérance exigeante sur les visions du monde différentes de la nôtre que nous pourrions, peut-être et à tâtons, sortir du brouillard, des rideaux de fumée, pour comprendre où va le monde, et ce que nous pouvons faire pour le rendre meilleur.

Bonne lecture à tous et toutes,

Avec Vérité et Tradition,
La Rédaction

Coronavirus : il faut tout remettre en question



P. 8

Un juge allemand déclare le port du masque illégal pour les enfants



P. 4

Le spectacle que le Parti communiste chinois ne veut pas que vous voyiez



P. 12

Vaccinés réinfectés, fichés, infantilisés... le lourd prix de la docilité

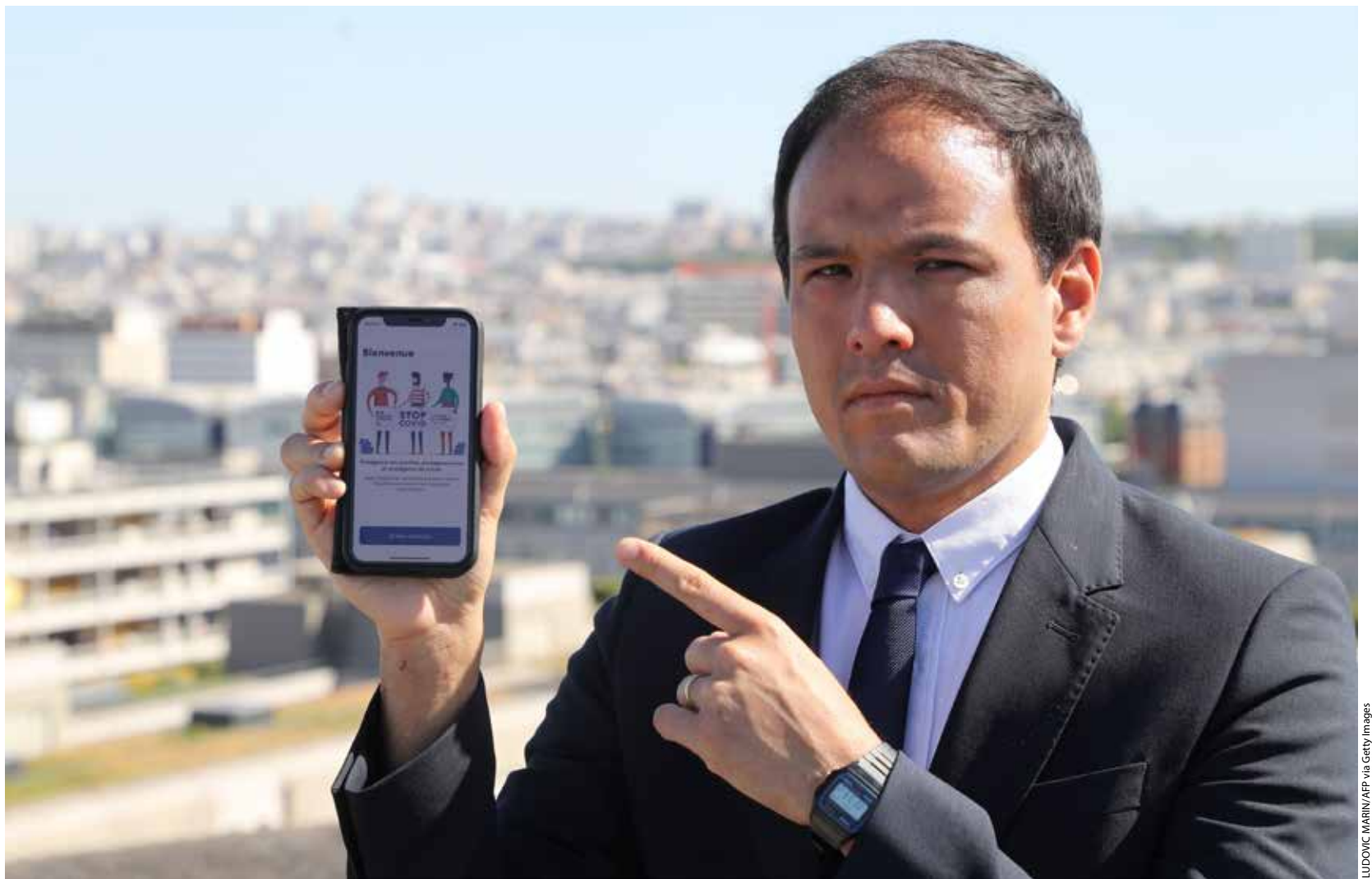
Les pays qui nous ont été donnés comme modèles à suivre, à la fois pour l'organisation des campagnes de vaccination et pour le civisme de leurs nationaux, ces pays qui ne subissent pas comme la France l'affreux tempérament râleur des Gaulois, ont du mal aujourd'hui à dissimuler leur « gueule de bois ».

Dur lendemain d'une ivresse de confiance : en Israël, laboratoire grandeur nature des campagnes de vaccination, entre 40 et 50 % des nouveaux cas du mois de juin sont des personnes déjà vaccinées, recontaminées par le Covid-19. Quarante à cinquante pour cent, alors que les deux tiers de la population israélienne a reçu les deux doses de vaccin ! Si les analyses détaillées confirment ces chiffres, cela signifiera qu'il y a presque autant de contaminations chez les vaccinés que dans le reste de la population. Déjà en mai, on avait découvert l'explosion en France des infections Covid chez les personnes ayant reçu une première injection du vaccin. Le relâchement de vigilance de ces personnes avait, alors, été l'explication avancée pour cet étrange phénomène.

Même tendance au Royaume-Uni, dont 80% de la population est vaccinée et qui constate cette fin juin, d'après le journal *The Hill*, « le plus grand nombre de cas Covid-19 depuis février ». Les deux pays modèles remettent donc leur population sous cloche avec port de masque obligatoire et restrictions aux déplacements, pendant que la presse s'empare du sujet avec de grandes rames pour expliquer que, contrairement aux apparences, ce phénomène est normal. Les experts qui martelaient le principe d'immunité collective comme un fait scientifique indiscutable justifiant les vaccinations massives, se font experts en gymnastique pour affirmer maintenant que les vaccins ont seulement un effet « statistique » pour limiter les formes graves des maladies. Et qu'il faut accélérer les campagnes pour éviter une nouvelle vague à la rentrée.

Une situation complexe et inattendue

La vérité qui pointe le bout de son nez est malheureusement un peu plus rude que cette nouvelle potion de sommeil qu'on tente d'administrer à l'opinion publique. Au printemps, on avait déjà observé que tous les pays avec de forts taux de couverture vaccinale vivaient le même phénomène de réinfections : Seychelles, Indonésie, Chili... La première interprétation avait été que ceci était le reflet de l'inefficacité du vaccin chinois Sinovac, mis sur le marché sans essais cliniques



Le secrétaire d'État au numérique Cédric O montrant l'application StopCovid.

contrôlés et avec comme d'habitude une absence totale de transparence du gouvernement chinois sur les résultats obtenus et les effets secondaires observés. Le président Macron lui-même craignait alors que le Sinovac fût responsable de l'apparition de variants plus contagieux et dangereux.

Mais les données fournies par Israël décrivent l'effet des vaccins à ARN messagers de Pfizer et BioNTech. On ne peut donc que conclure, aussi directement que pour le Sinovac, que ces coûteux produits n'ont pas l'efficacité qu'ils promettaient. On doit aussi, même si c'est désagréable, s'interroger sur le rôle que ceux-ci pourraient avoir eu dans l'accélération de la diffusion du variant Delta, seul à bord maintenant avec nos organismes comme terrain de jeu.

Le besoin de repenser les méthodes

Voici donc le résultat de la dure confrontation entre les observations de terrain et les bonnes intentions de départ : ces nouveaux vaccins de haute technologie, qui rapportent des dizaines de milliards d'euros à leurs vendeurs, que la pression sociale, médiatique, poli-

tique impose à tous d'accepter, ces vaccins ne semblent pas capables de maîtriser l'épidémie. La diminution du nombre de contaminations en juin 2021 ne diffère pas de celle de juin 2020 et peut-être faudra-t-il bientôt affronter le fait que les efforts consentis par tous et toutes pour atteindre « l'immunité collective », en acceptant d'être fichés, suivis, classés, en étant restreints dans nos mouvements, n'ont pas servi comme on l'espérait.

Pour les personnes en dessous de 50 ans, les données rassemblées par les équipes de l'université de Cambridge et publiées dans la revue *Nature* montrent que (hors personnes âgées et à risque), moins de 0,1 % des cas d'infections par Covid-19 conduisent à un décès. En dessous de 30 ans, dix fois moins. À 15 ans, cent fois moins. Sur la dernière année et demie, le risque d'être contaminé par les premières formes de Covid a été de moins de 9 % d'après Santé Publique France. Mais, à côté de cela, les dernières analyses des données européennes font apparaître 4 décès et 16 effets indésirables graves pour 100 000 vaccinations. Même si ces vaccins high-tech ne portaient pas de risques d'ef-

fets secondaires à long terme, ces chiffres indiquent déjà qu'ils sont potentiellement plus dangereux que le Covid-19 lui-même pour les jeunes de moins de 30 ans, sont légèrement bénéfiques arrivés à la cinquantaine, deviennent importants à l'entrée dans le troisième âge et sont probablement essentiels dans les EHPAD où la mortalité dépasse 20 % des personnes infectées.

Ne plus sacrifier le besoin de vivre

La politique actuelle du tout-vaccinal impose donc, soutenue par le classement social qu'opère l'application « TousAntiCovid », d'accepter des vaccins parfois inutiles à titre individuel mais aussi à titre collectif puisque, si les chiffres récents sont confirmés, ils n'empêchent pas d'être réinfectés et donc de contaminer ensuite des personnes fragiles. Si ce principe de vaccination solidaire ne tenait plus, il serait temps de cesser cette politique coûteuse qui a fait rentrer petit à petit dans la normalité de nos vies le traçage et le fichage des individus, dont l'idée initiale ne vient pas du gouvernement français, mais du modèle chinois de

contrôle des populations.

Mais à ce jour, ces chiffres ne déclenchent aucune remise en cause visible de la part de la plupart des gouvernements. Au contraire, ils génèrent une inquiétude telle que les décideurs tentent leur va-tout et creusent plus profond les deux tunnels de la vaccination non discriminée et des restrictions aux libertés. La peur d'être dans une situation hors de contrôle rend acceptable de façon pérenne ce qui aurait dû être un système d'exception de quelques mois : ce contrôle social que les dictatures et les régimes autoritaires mettent en place « pour le bien » de leurs citoyens devient un outil universel que la France entend promouvoir en faisant valoir son avance sur les autres pays européens.

Avec TousAntiCovid, déjà s'annonce l'attribution de droits en fonction de la conformité des comportements aux exigences de l'autorité. Déjà le Sénat envisage des prélèvements directs sur les comptes bancaires des récalcitrants, différenciant ainsi ceux qui pourront se payer leur liberté de ceux qui ne le pourront pas. L'un des scénarios de la série dystopique *Black Mirror*, qui effrayait tous ses

spectateurs, est en train de devenir une réalité envisageable parce qu'elle semble justifiée par la situation sanitaire, par la peur de ne pas la contrôler et par la promesse qu'un jour prochain verra malgré tout le retour à « la vie d'avant ».

C'est ce même rêve qui a fait accepter, puis progressivement oublier, depuis les attentats de 2015 la vie en état d'urgence, avec interdictions de manifester, restrictions des déplacements... Le virus a depuis remplacé les terroristes pour faire digérer le placement sous tutelle gouvernementale de 65 millions de Français. Dans un an, peut-être personne ne se souviendra-t-il plus ce qu'était cette « vie d'avant »... chacun fera sagement scanner son code-barre, recevra des alertes en cas de comportement déviant ou peut-être deviendra l'objet d'un *shaming* sur les affichages publics comme c'est le cas en Chine.

D'où l'indispensable critique face aux outils d'exception, pour que le civisme et la volonté de sacrifier un peu de ses droits pour le bien de la communauté ne deviennent pas le prétexte pour rogner ceux-ci.

La Rédaction

THE
EPOCH
TIMES

THE EPOCH TIMES FRANCE
83 rue du Château des Rentiers
75013 Paris

Directrice générale,
directrice de la publication
Isabelle Meyer

Rédacteur en chef
Ludovic Génin

Directeur artistique
Siaoyong Sou

Imprimerie
Rotimpres (Girona, Espagne)

Pour contacter la rédaction :
redaction@epochtimes.fr

Retour des lecteurs :
retourdeslecteurs@epochtimes.fr

Pour faire un don :
don@epochtimes.fr

Reproduction interdite
de tous les articles,
sans l'autorisation expresse
d'Epoch Times.

Dépôt légal : à parution.
ISSN : 2261-2882.



fr.theepochtimes.com

Epoch Times
Paris

Passe sanitaire : un « basculement dangereux de nos libertés »



Nous sommes des Français libres : après une première mobilisation nationale le 17 juillet, plus de 170 manifestations ont eu lieu une semaine plus tard

dans toute la France contre l'extension du pass sanitaire et la vaccination obligatoire pour certaines professions.

L'obligation du passe sanitaire imposée par le gouvernement est une atteinte aux libertés des Français vaccinés et non vaccinés. Une atteinte à leur liberté de se déplacer, de travailler, d'aller au restaurant, au cinéma, à l'hôpital et dans les bureaux de vote. La liberté de conscience n'est pas plus épargnée au nom d'un « tout-sanitaire » et d'une surveillance technologique généralisée disant lutter contre le Covid-19.

Rappelons quelques chiffres : après 18 mois de pandémie, nous avons toujours plus de 99,5% de chances de ne pas mourir si nous attrapons le Covid-19. Selon les chiffres officiels de l'agence Santé publique France, 93 % des victimes du coronavirus en France avaient plus de 65 ans, l'âge médian des décès étant de 82 ans dont 65 % avaient une ou des comorbidités. En dessous de 40 ans et sans facteur de comorbidité, le risque de mourir est quasiment nul.

Des mesures inquiétantes proposées par le gouvernement

Le texte sur le passe sanitaire a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 23 juillet à 5h30 du matin alors que la moitié des députés était absents. Malgré les 1200 amendements déposés, les débats ont été expédiés en moins de 24h.

A l'heure où nous clôturons cette édition, dans le texte de loi avant son passage au Sénat, les restaurateurs risquent un an d'emprisonnement et 45.000 euros d'amende en cas de non contrôle des passes sanitaires des clients. Les clients ne scannant pas le QR code du



Manifestation à Nantes le 17 juillet 2021 contre l'obligation vaccinale et le pass sanitaire.

restaurant risquent un an de prison et 15.000 euros d'amende (le gouvernement avait initialement proposé 45.000 euros d'amende).

Un amendement a été déposé pour exclure les bureaux de vote de la liste des établissements concernés par le passe sanitaire. Il a été rejeté. Selon le texte de loi proposé par le gouvernement, les personnes non vaccinées ou ne présentant pas de test PCR négatif de moins de 48h ne pourront pas aller voter aux prochaines élections démocratiques de notre pays.

En entreprise, l'absence de passe sanitaire d'un salarié pourra justifier la suspension de son salaire pendant deux mois, puis son licenciement.

Et pour ceux qui souhaiteraient y

échapper, un amendement impose à toute personne présentant un faux test PCR d'être punie de 5 ans d'emprisonnement et 75.000 euros d'amende, une sanction similaire à celle requise pour un homicide involontaire.

Vous ne rêvez pas, nous ne parlons pas ici du Parti communiste chinois (PCC), mais bien du modèle de société français que le gouvernement veut mettre en place dans notre pays.

Nos libertés fondamentales sont en danger

« Nous ne sommes pas du tout des anti-vaccins. Nous voulons juste que chacun ait la liberté de se faire vacciner ou pas », a-t-on pu entendre chez une majorité des manifestants contre le passe

sanitaire.

L'écrivain Franck Ferrand écrivait dans sa chronique « Mon grain de sel » du 24 juillet : « Cette liberté pour laquelle sont morts nos pères, ne la laissons pas amoindrir par des "responsables" qui juraient leurs grands dieux, il y a un mois d'un mois, que jamais on ne demanderait de passe à l'entrée d'un café ! » Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, il constatait : « Je n'ai pas souvenir d'avoir jamais vu l'humanité se soumettre d'elle-même, avec tant de légèreté, qu'à travers ce projet, le passe sanitaire ».

Pour le philosophe et député européen François-Xavier Bellamy, interviewé par *Le Figaro*, l'atteinte aux libertés est disproportionnée : « L'accès à un



Nous ne sommes pas des anti-vaccins. Nous voulons juste que chacun ait la liberté de se faire vacciner ou pas. »

espace public sera différencié selon nos données de santé. Comment une telle révolution peut-elle s'opérer avec une justification si faible, sans vrai débat parlementaire, et en caricaturant tous ceux qui osent s'en inquiéter ? »

Il y a deux mois, le président de la République affirmait que « le pass sanitaire ne sera jamais un droit d'accès qui différencie les Français. Il ne saurait être obligatoire pour accéder aux lieux de la vie de tous les jours comme les restaurants, théâtres et cinémas, ou pour aller chez des amis. »

La CNIL s'inquiète maintenant que le fichier des dépistages Covid devienne un fichier policier, selon Public Sénat. « On change complètement la finalité d'un fichier. On l'a créé pour qu'il soit médical et il devient finalement un fichier policier, ça fait réfléchir », a dénoncé Loïc Hervé, sénateur centriste de la Haute-Savoie.

À la lecture de ce projet de loi voté par la majorité présidentielle en première lecture à l'Assemblée nationale, notre société est en train de devenir une société de surveillance de tous par tous, de répression et de menaces d'emprisonnement. Nous assistons sous nos yeux à un basculement dangereux de nos libertés, organisé par le gouvernement.

La Rédaction

Israël : la moitié des adultes infectés par la dernière épidémie de Covid-19 avaient reçu deux doses de vaccin

En Israël, environ 90 % des nouvelles infections au Covid-19 ont été causées par le variant Delta, ont déclaré les autorités, ajoutant qu'environ la moitié des adultes infectés lors de la récente épidémie avaient reçu deux doses de vaccin. L'ancien directeur général du ministère israélien de la Santé Gabi Barbash a déclaré le 21 juin que « 40 % des nouveaux cas sont des personnes vaccinées, ce qui signifie que le variant est très contagieux », ajoutant : « Nous ne sommes pas inquiets, mais vigilants ».

Selon le *Wall Street Journal*, Ran Balicer, qui dirige un groupe consultatif d'experts pour le gouvernement israélien, a annoncé le 25 juin que le pays pourrait finir par mettre en place un nouveau confinement. Les personnes qui ont



reçu deux doses de vaccin ont été inoculées avec le vaccin Pfizer couramment utilisé en Israël. À la date du 21 juin, 60,8 % des Israéliens avaient eu une seule dose de vaccin et 56,9 % de la population avait reçu

deux injections, précise *Le Figaro*.

« L'entrée du variant Delta a changé la dynamique de transition », a expliqué Ran Balicer, faisant référence à la souche B.1.617.2 du Covid-19 qui a



Nous ne sommes pas inquiets, mais vigilants. »

maintenant été détectée dans plus de 70 pays. On comptabilisait plus de 200 nouveaux cas de virus le 24 juin, ce qui signifie environ 10 par jour pendant la majeure partie du mois de juin, selon les autorités.

Le ministère de la Santé a annoncé aux Israéliens qu'ils devaient à nouveau porter des masques à l'intérieur, à l'exception du domicile, et a déclaré qu'il

recommandait également le port de masques lors de grands rassemblements en plein air.

L'État hébreu a été le plus efficace au monde en matière de vaccination de masse contre le Covid-19. Environ 55 % des 9,3 millions d'habitants d'Israël ont reçu deux doses du vaccin Pfizer, ont indiqué les autorités. L'éligibilité a également été étendue aux jeunes de 12 à 15 ans en mai.

« Notre objectif en ce moment, avant tout, est de protéger les citoyens d'Israël du variant Delta qui sévit dans le monde », a déclaré mercredi le Premier ministre israélien Naftali Bennett, rapporte le *Wall Street Journal*.

L'obligation du port du masque dans le pays et un nouveau confinement potentiel ne manqueront pas de susciter des questions sur l'effi-

cacité générale des vaccins contre le Covid-19 – et sur les rapports de cas dits « pernicieux » de ces dernières semaines.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) indique sur son site Web que les vaccins contre le Covid-19 devraient être efficaces contre la souche Delta ainsi que contre d'autres variants de Covid-19.

Toutefois, l'agence de l'ONU a averti que « les changements ou les mutations du virus ne devraient pas rendre les vaccins complètement inefficaces », ajoutant que si les « vaccins s'avèrent moins efficaces contre un ou plusieurs variants, il sera possible de modifier la composition des vaccins pour protéger contre ces variants ».

Par Jack Phillips



THOMAS COEX/AFP via Getty Images

Un rapport du Sénat préconise l'utilisation sans restriction des données personnelles lors des crises sanitaires

Début juin, dans un rapport présenté par la délégation sénatoriale à la prospective, les membres de la Haute assemblée ont défendu la mise en place d'une plateforme numérique de collecte de données personnelles en cas de nouvelles crises sanitaires. Dans ce rapport, les sénateurs imaginent des mesures telles que « la désactivation du titre de transport ou des comptes bancaires d'une personne qui violerait la quarantaine » ou la « détection automatique de la plaque d'immatriculation par les radars » s'inspirant, notamment, des mesures du régime chinois.

Développer des outils qui ne génèrent pas un caractère anxio-gène

Lors de la présentation du rapport « Crises sanitaires et outils numé-

riques : répondre avec efficacité pour retrouver nos libertés », Mathieu Darnaud, président de la délégation sénatoriale à la prospective, a déclaré : « L'une des leçons à tirer de la crise sanitaire est la complexité à développer des outils au pied du mur sans que cela ne génère un caractère anxio-gène. »

En s'appuyant sur les mesures prises par plusieurs pays asiatiques dans la gestion de la crise sanitaire, dont la Chine ou la Corée du Sud, la délégation arrive à la conclusion que leurs « stratégies reposent sur des mesures particulièrement intrusives, sans équivalent dans les pays occidentaux ». Les trois rapporteurs René-Paul Savary, Véronique Guillotin et Christine Lavarde concluent qu'« il n'y a malheureusement pas de mystère : plus les outils sont intrusifs, plus ils sont efficaces ».

Le rapport présente une « boîte à outils » avec la mise en place



Des mesures particulièrement intrusives, sans équivalent dans les pays occidentaux. »

d'une « plateforme de crise » numérique, nommée Crisis Data Hub. Plusieurs scénarios sont imaginés selon l'ampleur de l'épidémie : « Des outils d'information et de coordination face à une crise modérée, des outils de rappel à l'ordre (via

SMS) en cas de situation plus grave, et des mesures plus fortes pour les cas extrêmes, comme la désactivation du titre de transport ou des comptes bancaires d'une personne qui violerait la quarantaine », peut-on lire.

Le rapport ajoute, comme autres mesures possibles, l'instauration d'un « bracelet électronique pour contrôler le respect de la quarantaine », le « contrôle de l'état de santé, via des objets connectés dont l'utilisation serait cette fois-ci obligatoire » ou encore la « détection automatique de la plaque d'immatriculation par les radars ».

Un contrôle effectif, exhaustif et en temps réel

Lors de « situations de crise les plus extrêmes, les outils numériques pourraient permettre d'exercer un contrôle effectif, exhaustif et en temps réel du respect des restrictions par la population, assorti le cas

échéant de sanctions dissuasives, et fondé sur une exploitation des données personnelles encore plus dérogatoire », défend le rapport.

« Nous ne proposons pas de limiter les libertés, nous cherchons un moyen de les retrouver », affirment les sénateurs, pointant du doigt « un tabou français » lié à la collecte de données personnelles : « Des collectes de données, nous en faisons sans cesse, rien qu'en utilisant notre smartphone. L'idée, pour les citoyens, est que cet abandon temporaire de leurs données personnelles doit leur permettre de recouvrir, au plus vite, une liberté individuelle », explique la sénatrice Christine Lavarde.

Pour les auteurs du rapport, « exploiter des données de manière intrusive et dérogatoire » serait justifié par la finalité de telles mesures comme par leur limitation à un nombre restreint de personnes

Un rapport de prospective « Crises sanitaires et outils numériques : répondre avec efficacité pour retrouver nos libertés » a été présenté au sénat le 3 juin 2021.

plutôt qu'à l'ensemble du pays : « Seules les personnes diagnostiquées positives, soit moins de 0,1 % de la population fin mai 2021, [seraient] soumises à des mesures d'isolement, [...] étroitement contrôlées (par une géolocalisation en direct par exemple) et sévèrement sanctionnées (par une amende prélevée automatiquement, par exemple). »

Par **Léonard Plantain** et **Laurent Gey**

Allemagne : un tribunal interdit l'obligation du masque, de la distanciation et des tests PCR pour les enfants

Le 8 avril, le tribunal dédié aux affaires familiales de la ville de Weimar a interdit à deux écoles d'imposer à leurs élèves le port du masque, la distanciation sociale et le test PCR. Le tribunal a également ordonné aux écoles de ne plus organiser d'enseignement à distance.

Cette décision fait suite à une action en justice intentée par la mère de deux élèves, âgés respectivement de 8 et 14 ans, de l'une des écoles, qui a fait valoir que ces mesures causaient un préjudice physique, psychologique et pédagogique à ses enfants et constituaient une violation de ses droits parentaux et de ceux de ses enfants en vertu du droit allemand et international.

Le juge, Christian Dettmar, a retenu cet argument, notant que les mandats de masques et les exigences de distanciation sociale pour les enfants ne causaient pas seulement le préjudice mentionné ci-dessus, mais constituaient une violation directe des articles 2 et 6 de la Constitution allemande, qui garantissent les droits à la liberté de développement individuel, à l'éducation et à l'assistance parentale.

Des mesures non proportionnelles à la menace

En conséquence, le juge a estimé que les mesures anti-Covid déployées ne sont pas proportionnelles à la menace. Ce dernier point se réfère aux principes de proportionnalité consacrés par les articles

20 et 28 de la Constitution allemande.

Le tribunal s'est également référé à un bulletin de l'OMS d'octobre 2020, dans lequel figurait une étude réalisée par John Ioannidis, expert renommé en sciences médicales, qui a estimé que le taux de mortalité lié au coronavirus était de 0,23 %, soit l'équivalent d'une épidémie de grippe modérée.

En examinant les preuves médicales, scientifiques et psychologiques, le juge a conclu que l'utilisation de masques et la distanciation sociale n'avaient aucun effet sur la réduction de l'infection et a jeté un doute sur la capacité des personnes asymptomatiques – en particulier les enfants – à propager le virus.

Le juge Dettmar a estimé que les mesures antivirales constituaient un danger pour le bien-être mental, physique ou psychologique des enfants à un point tel qu'un préjudice important pouvait être prévu avec un degré élevé de certitude.

« Les enfants ne sont pas seulement mis en danger dans leur bien-être mental, physique et spirituel par l'obligation de porter des masques pendant les heures d'école et de garder leurs distances entre eux et avec d'autres personnes, mais, en plus, ils subissent déjà des dommages. En même temps, cela viole de nombreux droits des enfants et de leurs parents en vertu de la loi, de la constitution et des conventions internationales », a écrit le juge.

« Cela s'applique en particulier au droit au libre développement de la personnalité et à l'intégrité physique de l'article 2 (de la Constitution allemande) ainsi qu'au droit de l'article 6 à l'éducation et aux soins par les parents. »

Pressions sur le juge

Le juge a approuvé l'évaluation des experts selon laquelle les masques ne sont pas utiles pour la protection virale, les tests PCR ne permettent pas de détecter une infection pathogène avec la certitude nécessaire et la transmission asymptomatique ne joue aucun rôle épidémiologique détectable en ce qui concerne le coronavirus.

Suite à cette décision exceptionnelle, le juge Dettmar a vu sa

maison, son bureau et sa voiture fouillés par la police, et son téléphone portable confisqué. Le tribunal administratif de Weimar – un tribunal dédié aux affaires familiales n'ayant aucune compétence sur le tribunal de district – a publié une déclaration en réponse au jugement, décrivant la décision du juge Dettmar comme illégale – sans en donner les raisons – et a rappelé l'importance de l'ordre du port du masque.

Par **Rocco Loiacono**

Rocco Loiacono est maître de conférences à la faculté de droit de l'université Curtin à Perth, en Australie. Cet article a été rédigé en collaboration avec Eva Wiesmann.

Le Grand Reset : la justice sociale aux caractéristiques chinoises

Que pensez-vous du Grand Reset (ou grande réinitialisation) ? Êtes-vous pour ou contre ? D'un côté, certains le considèrent comme une force du bien, un nouveau départ indispensable pour l'humanité. Ces derniers – dont la plupart penchent à gauche, y voient un moyen de s'attaquer aux effets dramatiques du changement climatique et à la brutalité du capitalisme. De l'autre côté, il y a les fervents opposants. Ces derniers perçoivent le Grand Reset comme une menace existentielle pour l'humanité. Un accaparement éhonté du pouvoir. Des marionnettistes, avertissent-ils, cherchent à nous priver de notre autonomie. Qui a raison, qui a tort ?

Avant d'aller plus loin, il convient de poser une question importante : qu'est-ce que le Grand Reset ? On voudrait nous faire croire que la démocratie meurt dans l'obscurité. En réalité, elle meurt à Davos. Cette affirmation peut sembler facile, voire conspirationniste, mais elle ne l'est pas. Considérez ce qui suit :

« Bienvenue en l'an 2030. Bienvenue dans ma ville – ou devrais-je dire, 'notre ville'. Je ne possède rien. Je n'ai pas de voiture. Je n'ai pas de maison. Je n'ai pas d'appareils ménagers ni de vêtements. Cela peut sembler étrange, mais c'est parfaitement logique pour nous, dans cette ville. Tout ce que vous considériez comme un produit est maintenant devenu un service. »

Il ne s'agit pas d'un passage d'un roman de George Orwell. Non, il s'agit de lignes tirées directement d'un article écrit par Ida Auken,

une collaboratrice du Forum économique mondial (FEM). Chaque année, les membres du FEM, dont beaucoup sont des politiciens de haut rang et des dirigeants de la Big Tech, se réunissent à Davos. De quoi discutent-ils ?

Eh bien, ces derniers temps, ils ont mis l'accent sur la « justice sociale », un terme fourre-tout utilisé pour aborder des enjeux tels que la répartition des richesses, les possibilités d'emploi et, bien sûr, les privilèges, ou l'absence de privilèges. L'année dernière, Mark Doumba, un membre du Forum, a écrit un article très révélateur. Il plaide pour que le Reset « place la justice sociale en son centre ». En outre, « la richesse », selon l'auteur passionné, « doit être plus largement redistribuée ». En d'autres termes, « le capitalisme tel que nous le connaissons doit être réformé ». C'est peut-être le cas. Cependant, il semble plutôt saugrenu de penser que le FEM, largement composé de millionnaires et de milliardaires (Bill Gates est consultant, tout comme Eric Schmidt, ancien PDG de Google), soit l'instance la plus appropriée pour s'attaquer aux inégalités mondiales.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le terme « justice sociale » est un métamorphe sémantique. Sa versatilité lui permet de justifier à peu près n'importe quoi. Comme l'a récemment noté l'écrivain Colin Turfus, le terme est « sans doute une forme de nihilisme : il ne croit pas vraiment en quoi que ce soit, sauf à la validité de son raisonnement dialectique comme seul moyen de parvenir à un ordre social juste et à une amélioration de la société de manière plus générale ».

Il n'est pas nécessaire d'être un

adepte de théories complotistes pour s'interroger sur la finalité du Grand Reset. Après tout, nous avons déjà connu un Grand Reset, sous la forme d'une pandémie mortelle. Les experts qui ont ouvert la voie – de nos gouvernants à des organisations comme l'OMS – nous ont laissé tomber. Plus important à relever encore, ils nous ont menti, à plusieurs reprises.

L'année dernière, Klaus Schwab, à la tête du FEM, a écrit un article plutôt glaçant décrivant les moyens par lesquels prendra forme le Grand Reset. L'adhésion est obligatoire. Vous ne pouvez pas vous désengager. « Chaque pays, des États-Unis à la Chine, doit participer » et « chaque industrie, [des industries] pétrolières et gazières aux [entreprises] technologiques, doit être transformée ». En bref, il affirme que « nous avons besoin d'un 'Grand Reset' du capitalisme ». Voilà un millionnaire hyper influent, l'un des hommes les plus puissants du monde, qui discute de la destruction même de ce qui lui a permis de devenir millionnaire. Pardonnez-moi si je suis un peu confus, et plus que suspicieux. Par ailleurs, le capitalisme, depuis trop longtemps, a une connotation péjorative. C'est dangereux. L'opposé du capitalisme est le communisme, et nous savons comment cela se termine. Moins de libertés. Moins de pouvoir individuel. Moins de liberté d'expression.

Le Grand Reset, à bien des égards, tourne autour du concept de contrôle. Contrôler où vous allez, ce que vous dites, quand vous le dites et comment vous le dites. C'est la justice sociale avec des caractéristiques chinoises. Comme l'écrit Anthony P. Mueller, professeur d'économie, « l'idée maîtresse du Forum [le FEM]

est le contrôle mondial. Les valeurs principales, ce ne sont pas les marchés libres et le choix individuel, mais l'interventionnisme étatique et le collectivisme ». « La liberté individuelle », suggère-t-il, deviendra une chose du passé. Cela semble être tout droit sorti du manuel d'emploi du Parti communiste chinois (PCC). Comme le régime chinois ne le sait que trop bien, ce sont les créatures dociles qui sont les plus faciles à gérer.

Sommes-nous en train d'assister à une période de changements profonds, au sein de laquelle nos vies sont fondamentalement bouleversées ? Sommes-nous un peu plus que de malheureuses grenouilles dans une marmite, que l'on fait lentement bouillir vivantes ? Si la récente pandémie nous a appris quelque chose, c'est que nos libertés peuvent être supprimées en un instant. Les gouvernements n'hésitent pas à enfermer les gens chez eux pendant des mois. Le Grand Reset semble flirter avec l'idée d'un confinement prolongé, avec de brèves périodes de « liberté » soigneusement contrôlées. L'autonomie deviendra une chose du passé. Pendant ce temps, les despotes de Davos disent : « Pour que le mondialisme vive, l'autonomie humaine doit mourir. »

Par John Mac Ghlionn

John Mac Ghlionn est chercheur et essayiste. Ses travaux ont été publiés par des journaux tels que le New York Post, le Sydney Morning Herald, l'American Conservative, National Review, The Public Discourse. Il est également chroniqueur à Cointelegraph.

Twitter verrouille le compte d'un site d'information pour un post sur un adolescent mort après avoir été vacciné

Twitter a bloqué le compte du site d'information conservateur National File, après qu'il a publié le tweet d'une femme affirmant que son neveu de 13 ans est mort après avoir reçu une deuxième dose du vaccin Pfizer.

Un porte-parole de Twitter a confirmé aux médias que le compte de National File avait été bloqué pendant 12 heures « par erreur ». Le compte a depuis été rétabli, mais le média a maintenant déclaré que le géant des médias sociaux « a suspendu » le journaliste Jack Hadfield « pour s'être réjoui publiquement de la décision de Twitter d'annuler la suspension » de la publication.

Epoch Times a contacté Twitter pour obtenir des commentaires. Selon le site National File, le rapport qui a déclenché l'action de Twitter comprenait les affirmations d'une femme, Tami Burages, qui a déclaré que son neveu était mort après avoir été vacciné.

« Notre famille est dévastée. J'ai lutté pour mettre cela sur Twitter. Je suis pro-vaccins. Nous avons vacciné mon propre fils de 14 ans dès que le vaccin a été disponible. Je sais que c'est sécuritaire en général. Mais Jacob est mort maintenant », a-t-elle écrit dans un tweet maintenant supprimé.

« Les enfants ne doivent pas être vaccinés pour le moment »

Le guide des vaccins publié sur le site de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) stipule que la plupart des vaccins ne doivent pas être administrés aux enfants. « Les enfants ne doivent pas être vaccinés pour le moment », indique en gras la page de l'OMS sur les vaccins contre le Covid-19.

Au cours des derniers mois, Twitter et son PDG, Jack Dorsey, ont suscité d'importantes critiques concernant ses politiques et ses décisions de bannir des utilisateurs de premier plan, dont l'ancien président américain Donald Trump ou une ex-conseillère de Bill Clinton.

Par Jack Phillips

Google aurait installé en secret l'application de suivi Covid-19 sur les téléphones des utilisateurs

Fin juin, de nombreux utilisateurs de téléphones Android ont signalé qu'un système de notifications d'exposition au Covid-19 avait été automatiquement installé sur leur téléphone sans avertissement ni demande de consentement.

Google n'a pas confirmé ou infirmé si le système « distribué automatiquement » a été installé sans le consentement des utilisateurs, tout en précisant que « les notifications d'exposition au Covid-19 ne sont activées que si un utilisateur l'active de manière proactive ».

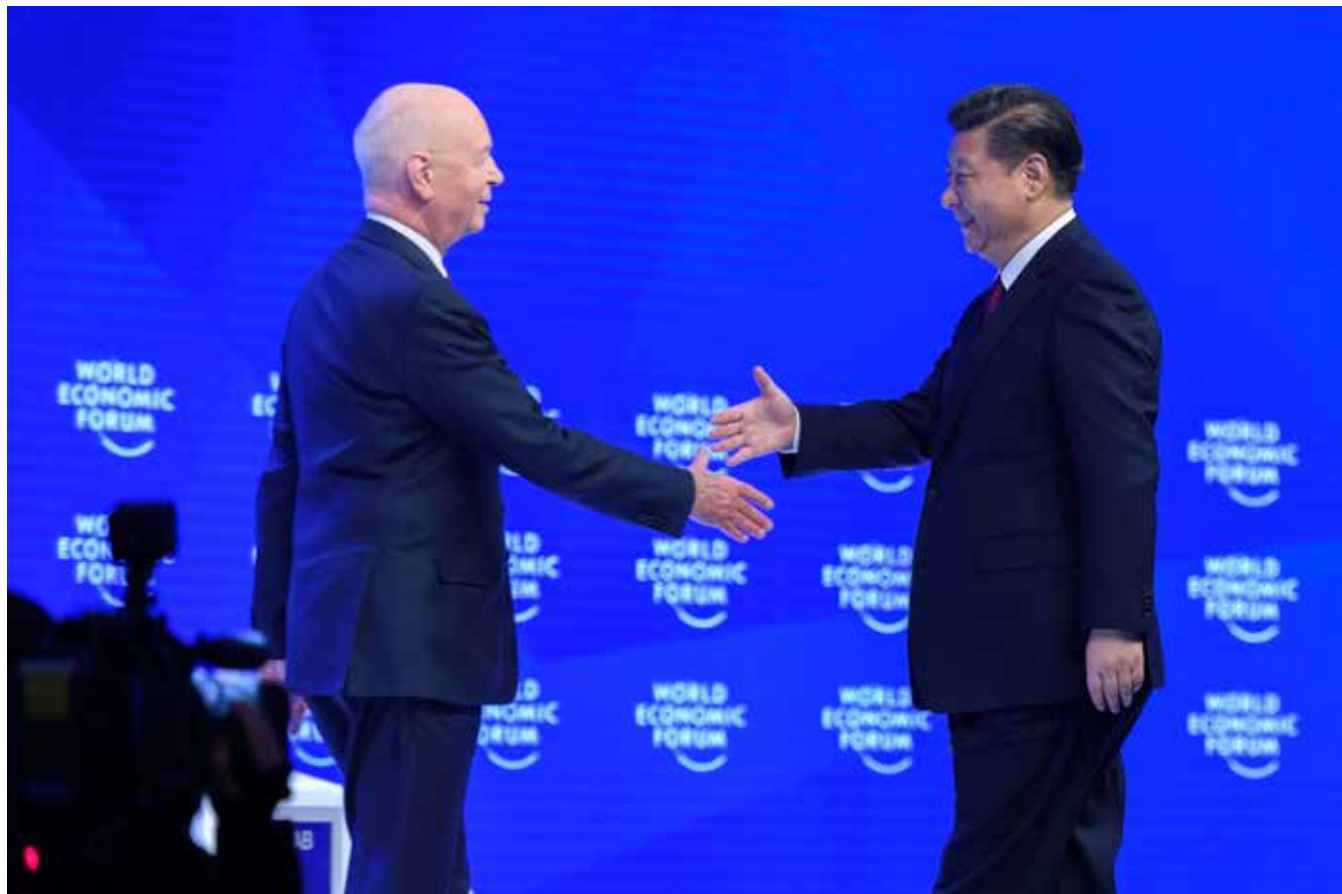
« Cette fonctionnalité est intégrée dans les paramètres de l'appareil et est automatiquement distribuée par le Google Play Store, de sorte que les utilisateurs n'ont pas à télécharger une application distincte », a déclaré le géant technologique dans un communiqué.

Un utilisateur de Google Play ayant donné à l'application la note d'une seule étoile a écrit sur Google Play qu'il n'avait « absolument pas installé ce service sur son téléphone » et qu'il avait été « silencieusement installé sans aucune notification ».

La notification d'exposition au Covid-19 « n'a pas d'icône d'application... vous devez passer par les paramètres et voir toutes les applications », selon l'utilisateur. « Cela constitue un énorme abus en matière de confidentialité et de sécurité de la part de Google ». Une femme a décrit le programme comme un « logiciel espion », a allégué qu'il « semble vouloir suivre [sa] localisation » et utilise son Bluetooth.

Les rapports ont fait remarquer que le programme de notifications d'exposition au Covid-19 réside dans le menu des paramètres du système Android. Les utilisateurs peuvent y accéder en allant dans Paramètres, puis dans Google, puis en accédant aux notifications d'exposition au Covid-19, où ils peuvent activer le suivi ou signaler qu'ils sont atteints du Covid-19.

JP



Le dirigeant chinois Xi Jinping (D) serre la main du fondateur et président exécutif du Forum économique mondial, Klaus Schwab (G) avant de prononcer un discours lors de la première journée du WEF, le 17 janvier 2017 à Davos.

ENQUÊTE

Comment la propagande chinoise

Depuis l'apparition de l'épidémie du Covid-19, les autorités chinoises n'ont cessé de renforcer leur contrôle de l'information. La Chine n'hésite plus à faire pression sur les médias étrangers, à recourir à l'intimidation et au harcèlement pour imposer sa ligne idéologique et manipuler l'information à l'échelle mondiale.

Le message du Parti communiste chinois (PCC) est que la Chine est devenue une puissance pacifique et

écologique qui a éradiqué la pauvreté. Rien n'est pourtant plus éloigné de la vérité. De nos jours, Pékin tente d'annexer militairement la mer de Chine méridionale, menace d'envahir Taïwan et réprime le mouvement démocratique à Hong Kong. La pauvreté n'a pas été éradiquée et le niveau de pollution dépasse celui de l'ensemble des pays développés. Mais peu importe les faits, puisque la propagande chinoise vous dit le contraire.

En 2021, la Chine est toujours la plus grande pri-

son au monde pour les journalistes et les défenseurs de la liberté de la presse. Hors de ses frontières, Pékin cherche à promouvoir son modèle répressif et à instaurer un nouvel ordre médiatique mondial sous son influence.

À cet effet, le régime chinois utilise différents moyens pour infiltrer les médias en France et dans le monde entier.

Par Ludovic Genin

1 Les encarts publicitaires et publiédactionnels : la politique du cheval de Troie

En mars 2021, le journal *L'Opinion* publiait deux articles du *Quotidien du Peuple* (*People's Daily*). Sans avertissement supplémentaire, les lecteurs lisaient un article glorifiant la capacité de la Chine à « réduire la pauvreté par la préservation écologique ». Le second article vantait la résilience de l'économie chinoise assurant qu'une « centaine de nouvelles entreprises à capitaux étrangers sont créées en moyenne chaque jour ». Pour ce type d'encart, *L'Opinion* a pu toucher entre 17 000 et 30 000 euros l'unité, selon leur grille tarifaire d'après le magazine *Marianne*.

Le hic est que le *Quotidien du Peuple* est l'un des nombreux organes de presse officiels du comité central du Parti communiste chinois (PCC) dont le but est de pro-

mouvoir la propagande du régime.

En mars 2019, lors de la visite officielle de Xi Jinping en France, c'est l'agence de presse chinoise Xinhua qui a acheté et diffusé de nombreux publiédactionnels dans *Le Parisien*, *Le Figaro*, *Les Échos* ou *Le Monde* pour faire la promotion du modèle économique et politique chinois, selon *L'Express*. Selon les calculs de France 2, cette campagne en France « pourrait avoir coûté plus d'un million d'euros » à Xinhua. Les presses nationale et internationale ne sont pas les seules à être visées. Depuis le mois de novembre 2018, BFM Business diffuse chaque soir « *Chine Eco* », une émission parrainée par le média d'État Radio Chine International (RCI).



FRED DUFOUR/AFP via Getty Images

2 Le chantage aux visas

Selon le rapport annuel 2021 du Club des correspondants étrangers de Pékin, le régime a développé un véritable arsenal d'intimidations et de harcèlement comprenant écoutes téléphoniques, piratages informatiques et surveillance physique. Et les menaces sur les sources chinoises sont devenues tellement importantes que les journalistes hésitent désormais à les contacter, de peur de les mettre en danger.

Selon la présidente du Club des correspondants, ce que nous avons vécu [...] montre combien les autorités sont devenues beaucoup plus sophistiquées dans leurs moyens de surveillance, au point que les pressions sur nos sources

nous empêchent même de traiter un sujet.

Selon un rapport de RSF, le chantage au visa est une méthode d'intimidation très connue qui fonctionnait tout à fait bien en coulisse jusqu'à l'incident d'Ursula Gauthier. En 2015, journaliste à *L'Obs*, Ursula Gauthier s'était vu refuser le renouvellement de son visa à cause d'un article évoquant la répression des Ouïghours au Xinjiang. Les correspondants « temporairement punis » connaissent les règles du jeu : il suffit de rester relativement silencieux pendant quelque temps sur les sujets jugés sensibles, comme l'évocation du massacre de la place Tiananmen en 1989, la répression au Tibet, le Falun Gong, etc. pour qu'un visa et une accréditation soient de nouveau attribués.



FRED DUFOUR/AFP via Getty Images

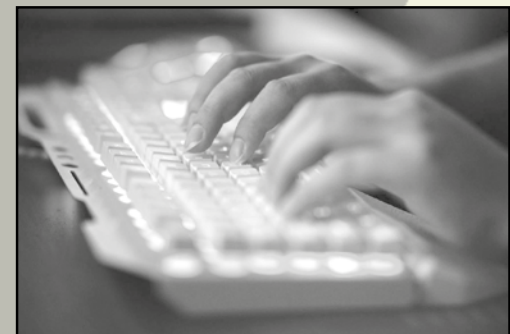
3 L'armée des 50 centimes

Le régime chinois emploie également des commentateurs en ligne pour faire avancer son programme idéologique sur Internet. Ils sont communément appelés « l'armée des 50 centimes » parce qu'ils sont payés 50 centimes de yuan (soit environ 0,07 euro) pour chaque post faisant l'éloge du Parti. Leur mission est officiellement décrite comme du « management de l'orientation de l'opinion publique ».

Selon le magazine en ligne Slate, la stratégie du gouvernement chinois est d'inonder internet de commentaires pro-régime. Mais comme l'écrivent les auteurs d'une

étude de Harvard en 2017, « le gouvernement chinois invente [aussi, ndr] des posts de médias sociaux pour distraire les gens ». Cela fait partie de leur nouvelle stratégie de contrôle de l'information.

Selon des documents officiels récupérés par *Epoch Times*, il s'agit d'« utiliser le jargon typique des internautes pour exprimer l'opinion officielle du Parti » et de guider l'opinion publique sur les sites d'information, les blogs, forums en ligne et autres plateformes de médias sociaux en Occident et en Chine.



NICOLAS ASFOURI/AFP via Getty Images

4 La Chine, plus grande prison du monde pour les journalistes

Selon RSF, la Chine est placée au 176^e rang sur 180 au classement de la liberté de la presse. Des dizaines de journalistes et de blogueurs sont emprisonnés par le régime communiste. L'outil répressif du Parti communiste chinois (PCC) inclut des enlèvements, la détention secrète et sans jugement, des tortures et des confessions forcées.

Un système de censure technologique extrêmement avancé limite les informations accessibles aux 800 millions d'internautes chinois et un appareil sophistiqué de propagande et de surveillance réduit leurs possibi-

tés de s'informer et de commenter librement. Des internautes chinois sont régulièrement emprisonnés pour avoir publié des messages pro-démocratie ou avoir voulu contourner la censure.

Publics comme privés, en Chine ou à l'étranger, les médias chinois ont l'obligation de suivre les instructions du régime chinois, spécialement pour les thèmes jugés sensibles par Pékin : le Tibet, les Ouïghours, le massacre de la place Tiananmen, la persécution du Falun Gong, les prélèvements forcés d'organes et le mouvement pro-démocratie à Hong Kong.



BERTRAND GUAY/AFP via Getty Images

s'infiltrer dans les médias en France

5 L'agence de presse Xinhua : l'exportation du modèle médiatique chinois

En 2013, Li Congjun, ancien président de l'agence de presse Xinhua, préconisait dans un entretien au *Quotidien du Peuple*, la création d'un « *nouvel ordre mondial des médias* ». L'agence de presse chinoise a été créée en novembre 1931 sous le nom d'« *agence de presse de la Chine rouge* ». « *C'est une grande agence de presse chinoise qui est aussi un appareil de propagande* », expliquait en 2019 Christophe Deloire, secrétaire général de RSF, sur France 2 « *parce qu'elle est sous la tutelle directe du Parti communiste* ».

En 2013, Xinhua a renforcé son implantation en France en ouvrant une galerie de 400 mètres carrés, rue du Fau-

bourg-Saint-Honoré, à deux pas du palais de l'Élysée. La galerie Xinhua est destinée à être une « *plateforme pour les échanges culturels entre la France et la Chine* », dans la capitale française, « *centre culturel de l'Europe* », a expliqué son PDG, Long Songlin. Aucun chiffre n'a été donné, mais cet investissement coûteux dans la rue la plus prisée de Paris pour ses locaux commerciaux est hautement symbolique.

En décembre 2018, l'Agence de presse Xinhua (Chine nouvelle) et l'Agence France-Presse (AFP) convenaient de renforcer leur coopération dans les domaines tels que la vidéo, les photos, la téléphonie et les nouveaux médias.



STAN HONDA/AFP via Getty Images

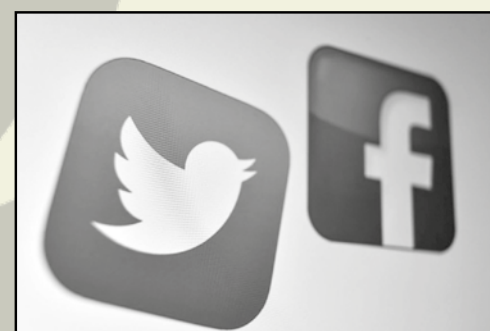
6 La propagande par le biais de publicités sur les réseaux sociaux

Selon *Le Monde*, les médias sociaux servent aussi de plateforme pour diffuser la propagande du régime chinois. « *Début 2020, l'activité publicitaire de la chaîne CGTN (anciennement CCTV, ndr) a largement promu les articles liés à la pandémie* », notent dans leur étude la chercheuse de Stanford Vanessa Molter et la spécialiste en désinformation Renee DiResta. Sur Facebook, les publicités de la chaîne d'État chinoise CGTN ont permis de toucher une large audience anglophone au début de l'année 2020, avec plus de 80 millions d'affichages.

En avril 2021, le *Figaro Partner* publiait par exemple une campagne publicitaire sur Twitter en partenariat rémunéré avec *China Xinhua News*. L'article intitulé

« *Réduction de la pauvreté : des retombées au-delà de la Chine* » a été conçu et proposé par *Xinhua News* et publié comme un article du *Figaro*. On peut y lire que « *la Chine offre une lueur d'espoir* » au monde dans le contexte de l'épidémie de Covid-19 et que le « *fruit de ses efforts n'est pas sans effet sur la réduction de la pauvreté au niveau mondial* ».

Quelques phrases plus loin, on apprend que depuis sept ans, « *la Chine a réussi à sortir 850 millions d'individus de la pauvreté* ». Mais, selon une récente étude du *Financial Times*, les chiffres de la pauvreté avancés par la Chine sont complètement falsifiés. Pourtant le publiédactionnel est toujours publié sur *Le Figaro* et utilisé pour la propagande du régime sur les réseaux sociaux.



DENIS CHARLET/AFP via Getty Images

7 Des journalistes étrangers choyés en contrepartie d'une couverture médiatique positive

Pékin veut aussi jouer de son *soft-power* avec les journalistes étrangers. L'objectif est de courtoiser des rédacteurs et des influenceurs du monde entier pour que leurs reportages confèrent de la crédibilité au régime chinois, notamment pour prouver au peuple chinois que le monde entier approuve les politiques du Parti communiste. Des bataillons de journalistes étrangers sont ainsi choyés par Pékin via de fastueux programmes de formation, en contrepartie d'une couverture médiatique positive sur la Chine.

Selon RSF, en décembre 2018, un groupe de 22 journalistes zambiens a été invité par l'Administration nationale de la radio et de la télévision chinoise – cet organisme se vante d'avoir accueilli plus de 3 400 professionnels des

médias issus de 146 pays sur les cinq continents ces dernières années. Le séjour comprenait une visite de la ville thermique et touristique de Chongqing et de ses chaînes de télévision et stations de radio aux équipements *high-tech* dernier cri. À leur retour, ces journalistes ont écrit que « *la Constitution de la République populaire de Chine garantit à ses citoyens la liberté de parole et d'information* ».

Ces formations en Chine, tous frais payés, se traduisent par une contrepartie positive pour l'image du Parti et les journalistes s'autocensurent eux-mêmes concernant les sujets interdits par la Chine communiste, reprenant même les expressions stéréotypées de la propagande chinoise.



Tony Karumba/AFP via Getty Images

8 Menaces des ambassades chinoises

En mars 2021, Lu Shaye, ambassadeur de Chine en France, s'était déchaîné contre le chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) Antoine Bondaz. « *Petite frappe* », « *hyène folle* », « *troll idéologique* », avait commenté l'ambassadeur chinois lui reprochant ses positions « *anti-chinoises* ». Suite à un projet de visite de parlementaires français à Taïwan, l'ambassadeur avait menacé la France de sanctions. Spécialiste de la Chine, Antoine Bondaz avait alors critiqué les « *injonctions* » chinoises à l'encontre des parlementaires français.

En avril 2020, suite à une interview dans *L'Opinion*, Lu Shaye s'en prenait aux médias français via le compte de l'ambassade chinoise : « *Je remarque que les médias français, j'espérais qu'ils soient indépendants, mais en fait, pendant cette période de lutte contre l'épidémie, ils n'ont pas fait preuve d'indépendance* ».

Cette nouvelle polémique s'inscrit dans une campagne chinoise menée par les ambassadeurs chinois pour réfuter notamment les problèmes liés aux Ouïghours et à l'épidémie de Covid-19.



GUILLAUME SOUVANT/AFP via Getty Images

Coronavirus : il faut tout remettre en question

Poser des questions est au cœur de la science. La science n'est pas une institution ni une autorité. La science n'est jamais figée. Elle évolue sans cesse grâce aux hypothèses et aux critiques. La remise en question est la base de toute recherche et de tout progrès scientifiques. Si l'on ne remet pas en question les concepts existants – généralement détenus par une majorité – on ne peut pas créer de nouvelles connaissances. La censure des voix dissidentes élimine le mécanisme de correction des erreurs et repousse l'humanité à l'âge des ténèbres.

Dès le début, le confinement a été un outil de santé publique bien douteux. Il a été même décrit comme « favorisant la contagion » par le professeur John Ioannidis de l'université de Stanford. Dès juin 2020, des études ont montré que le confinement et autres interventions non pharmaceutiques n'avaient aucun effet sur la réduction des décès. Nous étions tous conscients que les confinements auraient un impact économique terrible et un bilan humain dévastateur, notamment dans les pays en développement. Toutefois, nous avons accepté ce « remède » parce qu'on nous a dit qu'il sauverait des vies – qu'il était nécessaire pendant deux à trois semaines pour aplanir la courbe des infections et éviter de mettre le système de soins de santé à rude épreuve.

Pourtant, le but de ces mesures a progressivement visé l'objectif d'avoir un monde sans Covid – un but totalement irréaliste et inatteignable.

Un tel but antiscientifique entraîne d'énormes dommages collatéraux : pertes d'emplois, dévastation économique, suicides, problèmes de santé mentale et souffrance des enfants et des jeunes.

Est-ce alors le moment de remettre tout cela en question ?

La réponse à la pandémie a été disproportionnée. En cas d'infection, la mortalité moyenne à cause du Covid est similaire à celle de la grippe, soit 0,15 % à l'échelle mondiale. Pourquoi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a-t-elle mis en avant, en mars 2020, le chiffre qui représentait 3,4 % de décès parmi les cas de maladie avérés ? Ces cas ne comprenaient que des personnes à haut risque dans les hôpitaux, dont la probabilité de mortalité est bien plus élevée que celle du reste de la population. Ce chiffre ne tenait pas compte de tous les autres cas d'infection qui entraînaient une maladie légère ou même l'absence totale de symptômes. Il n'incluait pas non plus les personnes protégées par une immunité antérieure. Il ne tenait certainement pas compte du fait que les personnes âgées et en mauvaise santé ont plusieurs milliers de fois plus de risques de mourir du Covid-19 que les jeunes.

Même le Dr Anthony Fauci, le principal conseiller sur la pandémie de Donald Trump puis de Joe Biden, a prédit, en mars 2020,



Un homme qui porte un masque à Nantes, dans l'ouest de la France, près d'une annonce indiquant que les masques sont obligatoires dans le centre et certaines zones de la ville, le 24 août 2020.

que les « conséquences cliniques du Covid-19 pourraient finalement être plus proches de celles d'une grippe saisonnière grave ». Pourquoi alors traitons-nous le Covid comme s'il s'agissait d'Ebola ?

L'approche du bon sens aurait été de concentrer les efforts et les ressources sur la protection du groupe à haut risque (personnes de plus de 60 ans, souffrant déjà d'autres problèmes de santé), de les traiter d'une manière préventive et, ainsi, de réduire le nombre de décès. Dire aux gens « ne faites rien avant d'être très malade et d'avoir besoin d'être hospitalisé » est mortel. Il existe aujourd'hui des traitements avec des médicaments bon marché, génériques, sûrs et efficaces – comme l'ivermectine – qui sauvent des vies. Pourquoi ces traitements sont-ils ignorés, supprimés et attaqués ? Pourquoi les médias ou les responsables de la santé publique n'informent-ils pas les gens à leur sujet ?

L'OMS, les Agences de santé nationales, les institutions de santé d'autres pays et les experts ont fait volte-face à plusieurs reprises. En février 2020, M. Fauci a déclaré : « Dans toute l'histoire des virus respiratoires de tous types, la transmission asymptomatique n'a jamais été l'instigateur des épidémies. L'instigateur des épidémies est toujours une personne symptomatique ». Cependant, toutes les mesures sanitaires liées à la pandémie reposaient sur l'hypothèse que des personnes en bonne santé pouvaient être malades sans le savoir.

Le 8 juin 2020, Maria Van Kerkhove de l'OMS a annoncé

« Un monde sans Covid est un but totalement irréaliste et inatteignable. »

que la propagation asymptomatique du Covid-19 était très rare. Le lendemain, elle est revenue sur sa déclaration en disant que des études, basées sur une modélisation informatique et non sur des données réelles, montraient que la propagation asymptomatique était préoccupante. En décembre 2020, un article qui se fondait sur une étude systématique et une méta-analyse a démenti cette hypothèse. La propagation asymptomatique n'est tout simplement pas l'instigateur principal de la maladie.

Ce qui devrait être encore moins préoccupant, c'est la transmission à l'air libre qui serait inférieure à 0,1 % de toutes les transmissions. Comment peut-on attraper le virus en passant simplement devant des personnes en bonne santé dans la rue ? La propagation en plein air a été surestimée par erreur, affirmant qu'elle représentait 10 % des transmissions. Et cette exagération a été utilisée pour justifier les obligations futiles de porter les masques à l'extérieur. L'admission de cette

erreur a été trop tardive, pas suffisante, voire inexistante.

L'OMS et les institutions nationales de santé ont semé la confusion dans les esprits avec leurs recommandations contradictoires sur les masques : « Les masques ne marchent pas », « Tout le monde devrait porter des masques », « Même si vous êtes vacciné, vous devriez quand même porter un masque ». Et enfin : « Si vous êtes vacciné, vous pouvez vous passer de masque. »

En juin 2020, l'OMS a émis des recommandations qui indiquaient « qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de preuves directes... sur l'efficacité du port de masque universel par des personnes en bonne santé ». Plus tôt, en février 2020, les agences de santé publiaient également un document qui déclarait : « Nous n'avons pas trouvé de preuves que les masques faciaux de type chirurgical sont efficaces pour réduire la transmission de la grippe confirmée en laboratoire. »

L'OMS a fait volte-face sur la définition de l'immunité collective – le pourcentage d'une population immunisée qui permet de mettre fin à une maladie infectieuse. Cette organisation onusienne a tout simplement ignoré le rôle de l'immunité naturelle et a limité l'immunité collective à celle atteinte uniquement par la vaccination. Après que cela a provoqué un tollé, l'OMS est revenue sur sa parole et a inclus les deux formes d'immunité dans la formation de l'immunité collective.

En outre, l'OMS a modifié ses recommandations concernant le test PCR, autorisant tout d'abord de déclarer une personne positive

si le virus est détecté dans la limite très élevée de 45 cycles d'amplification du génome (plus la limite est basse, moins élevé est le risque de déclarer positif quelqu'un qui n'est ni malade ni contagieux). En même temps, elle a recommandé que les cas soient diagnostiqués sur la base d'un test PCR positif, indépendamment des symptômes – une pratique auparavant inédite en médecine. En général, on diagnostique une maladie chez un patient s'il est malade. Plus tard, l'OMS a rectifié sa position, précisant que le diagnostic des cas nécessite des symptômes cliniques et que des seuils de cycle élevés entraînent le dépistage des faux cas positifs.

Pourquoi alors l'OMS a-t-elle fait des recommandations contraires à la pratique médicale établie pour les maladies infectieuses ? Le test PCR n'a pas été conçu pour diagnostiquer la contagiosité. Il détecte simplement le virus vivant ou mort chez les personnes qui ne sont plus malades ni contagieuses. Des études indiquent que 25 cycles sont suffisants pour détecter un virus contagieux. Dans quelle mesure est-ce que les faux résultats positifs ont affecté le nombre de cas rapportés et, à son tour, le nombre de décès ? Combien de décès ont été attribués à tort au Covid à la place d'autres maladies ?

La science ne fait pas de volte-face de la sorte. C'est la politique qui le fait. La science est devenue politisée et nous devons la découpler de la politique. La science est manipulée pour servir les stratégies des grandes sociétés et des

« Est-ce que la réponse au Covid-19 a contribué à la santé publique ou a causé un tort public ? Est-ce que le « remède » était pire que la maladie ? »

politiciens. Quiconque critique aujourd'hui la science est tout de suite brutalement réduit au silence et traité de complotistes, voire pire. Toutefois, les gens sont intelligents et, s'ils disposent d'informations correctes, ils peuvent prendre les bonnes décisions pour eux-mêmes et pour leurs proches. Malheureusement, les gens sont actuellement désinformés et poussés dans la peur par des rapports sur les décès incessants, sur une immunité prétendument en voie de disparition et sur la menace de nouveaux variants.

La peur n'est pas une bonne chose pour nous. Elle n'est pas bonne pour notre immunité, notre santé ou notre capacité à penser rationnellement. Pour apaiser la peur, nous devons savoir que les chiffres des cas rapportés ne sont pas corrects, que les décès sont surestimés et que l'immunité est durable et peut nous protéger contre de futurs variants.

En outre, les variants ne sont pas propres au Covid. Tous les virus respiratoires mutent. Les différences entre les variants sont si minuscules que notre système immunitaire les reconnaît et nous protège. C'est comme si votre ami portait une casquette. Pourriez-vous encore le reconnaître ? De la même manière, votre système immunitaire reconnaît aussi les variants. Combien de temps encore devrions-nous laisser ces variants nous hanter ?

Alors la question se pose : est-ce que la réponse au Covid-19 a contribué à la santé publique ou a causé un tort public ? Est-ce que le remède était pire que la maladie ?

L'heure est venue de corriger les erreurs. Commencez par le début et remettez tout en question : les mesures de confinement, la transmission asymptomatique, les masques obligatoires, les affirmations sur l'immunité de courte durée et les variants redoutables. Le temps est venu de trouver une meilleure solution.

Par **Abir Ballan**

Abir Ballan, titulaire d'un master de santé publique, de psychologie et d'éducation, est membre du comité exécutif de PANDA (Pandemics-Data & Analytics).

Les enfants ne doivent pas être vaccinés contre le Covid-19, selon des experts

Quelle est la justification de la vaccination des enfants contre le Covid-19 ? Où sont les données et la science qui soutiennent cette démarche ? Nous n'en voyons aucune, et nous pensons que c'est dangereux.

Pourquoi faire pression pour vacciner des bébés de 6 mois ou des enfants de 10 ans avec un vaccin expérimental qui délivre un code génétique dans vos cellules leur donnant l'ordre de produire une partie du virus (la protéine de spike), mais sans aucune donnée de sécurité et sur la base d'essais qui n'ont pas duré assez longtemps pour évaluer correctement la sécurité du vaccin ?

Pourquoi faire courir un risque excessif à nos enfants alors qu'ils peuvent être infectés naturellement mais sans danger dans le cadre de leur vie quotidienne ? Cette position est illogique, irrationnelle, bancal et absurde de la part d'experts qui devraient être mieux informés.

Quel est le risque ?

Il n'y a aucune raison de vacciner les enfants contre le Covid-19. Les enfants ont un risque très faible de contracter le Covid-19 et de propager la maladie. Les données les plus récentes montrent que « les enfants représentaient 0,00 à 0,19 % de tous les décès dus au Covid-19 ».

Autre exemple, une étude menée dans les Alpes françaises a examiné la propagation du virus SAR-CoV-2 via un groupe de cas de Covid-19. Les chercheurs ont suivi un enfant infecté qui s'est rendu dans trois écoles différentes et a interagi avec d'autres enfants, des enseignants et divers adultes. Ils n'ont signalé aucun cas de transmission secondaire malgré des interactions étroites.

En janvier 2021, des chercheurs suédois ont publié dans la *New England Journal of Medicine* un article sur le Covid-19 chez les enfants âgés de 1 à 16 ans et leurs enseignants en Suède. Sur les près de 2 millions d'enfants scolarisés en Suède, il a été rapporté qu'en l'absence de l'obligation du port de masque, il n'y a eu aucun décès dû au Covid-19 et seulement quelques cas de transmission avec une hospitalisation minimale.

Une étude publiée dans la revue *Nature* n'a trouvé aucun cas de propagation asymptomatique à partir de cas positifs asymptomatiques parmi les 1 174 contacts proches des cas, sur la base d'un échantillon de 10 millions de personnes. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également affirmé que la transmission asymptomatique était rare. Cette question de la propagation asymptomatique est le principal argument utilisé pour imposer la vaccination des enfants. La science, cependant, reste en oppo-



Les cas asymptomatiques ne sont pas les moteurs de la pandémie. »

Cette approche accélérerait également le développement de l'indispensable immunité collective sur laquelle on a beaucoup écrit.

Il faut permettre une interaction quotidienne entre les enfants. Non seulement cela stimulerait leur immunité, mais cela donnera aux enfants une défense plus solide contre tout variant du virus lui-même. Cela permettra également au système immunitaire de nos enfants d'être mis à l'épreuve et de s'améliorer chaque jour, au lieu de l'affaiblir comme nous le faisons avec les fermetures d'écoles et de locaux pendant toute l'année.

Nous le ferons tout en protégeant les personnes âgées fragiles, les personnes âgées en général, celles qui souffrent de maladies avec comorbidités et les personnes obèses. Nous devons utiliser des protections rigoureuses de nos Ehpads. Il est préférable, d'un point de vue scientifique, d'utiliser une protection plus circonstanciée et un ciblage basé sur l'âge et les facteurs de risque connus.

Par **Paul E. Alexander, Howard Tenenbaum et Parvez Dara**

D^r Paul E. Alexander, PhD, expertise et enseignement de l'épidémiologie (épidémiologie clinique), de la médecine fondée sur les preuves et de la méthodologie de recherche (ancien professeur adjoint à l'Université McMaster en médecine fondée sur les preuves) ; ancien conseiller pour la pandémie du Covid à l'OMS-PAHO Washington, DC (2020) et ancien conseiller principal en politique pour la pandémie du Covid au ministère de la Santé (HHS) Washington, DC ; D^r Alexander a travaillé en 2008 à l'OMS en tant que spécialiste régional/épidémiologiste au bureau régional de l'Europe au Danemark. Il a également travaillé pour le gouvernement du Canada en tant qu'épidémiologiste pendant 12 ans.

Howard Tenenbaum, DDS, Ph.D., est dentiste en chef de l'hôpital Mount Sinai de Toronto, au Canada.

Parvez Dara, M.D., MBA, est oncologue à Toms River, New Jersey. Il a obtenu son diplôme de médecine à l'Université médicale King Edward et exerce depuis plus de 20 ans.



Il n'y a pas de preuves soutenant l'idée que les enfants propagent le virus et qu'il est nécessaire de les vacciner. »

sition avec l'obligation politique qui est proposée.

Non seulement il n'y a pas de preuves soutenant l'idée que les enfants propagent le virus de manière significative et qu'il est donc nécessaire de les vacciner, mais il existe également des preuves directes montrant qu'ils ne propagent tout simplement pas le virus. Cela a été démontré en milieu scolaire et publié dans d'autres publications.

En général, les enfants, s'ils sont infectés, présentent une maladie asymptomatique. Il est bien connu que les cas asymptomatiques ne sont pas les moteurs de la pandémie. À cet égard, il est évident que les enfants ne sont pas les principaux moteurs de l'infection par le SRAS-CoV-2, contrairement à ce qu'ils sont pour la grippe saisonnière.

Dans les rares cas où un enfant est infecté par le SRAS-CoV-2, il est exceptionnellement rare que l'enfant tombe gravement malade ou meure. Et pour réitérer, les enseignants ne sont pas à risque de transmission par les enfants. La littérature pédiatrique suggère qu'il s'agit désormais d'une science établie quant au risque très faible ou extrêmement rare (proche de zéro) pour les enfants.

Balance bénéfice-risque

Les enfants ne devraient pas être soumis aux mêmes politiques que les adultes sans un examen minutieux de la balance bénéfice-risque. Bien sûr, le risque zéro n'est pas atteignable – avec ou sans obligation du masque, du confinement, des vaccins, des traitements, de la distanciation ou tout ce que la médecine

peut développer ou que les politiques gouvernementales peuvent imposer.

Pour la quasi-totalité des enfants de moins de 20 ans, les risques de contracter le Covid-19 sont extrêmement faibles, et pour les enfants, le risque de décès est fondamentalement proche de zéro. La balance bénéfice-risque d'un vaccin qui n'a pratiquement pas été testé penche donc fortement en faveur du risque, avec un bénéfice quasi nul.

Le risque potentiel d'effets secondaires inconnus et graves de tout nouveau vaccin, qui plus est à peine testé, est, en vérité, totalement inconnu. Cela s'explique par le fait qu'il est pratiquement impossible qu'un vaccin soit mis à la disposition du public aussi rapidement. Cela ne signifie pas que vous ne devez pas vous faire vacciner.

Nous ne sommes certainement pas des anti-vaccins et il est certain que les enfants devraient recevoir leurs vaccins contre la rougeole, les oreillons et la rubéole, entre autres, car ceux-ci

ont eu un effet spectaculaire sur la morbidité et la mortalité pendant des décennies. Pour les populations pour lesquelles le risque de décès ou de maladie grave lié au Covid-19 est substantiel – adultes d'âge moyen et âgés ou personnes présentant d'autres vulnérabilités médicales chroniques telles que des problèmes respiratoires, cardiaques ou immunologiques graves – l'utilisation d'un nouveau vaccin à peine testé n'est pas seulement raisonnable, elle peut être la chose la plus prudente et la plus responsable à faire.

De manière inexplicable, on a assisté récemment à une avalanche de déclarations en faveur de la vaccination des enfants.

Un appel à la prudence

Nous écrivons également ceci comme un appel à la prudence. Il s'agit en fait de décisions de gestion des risques que nous sommes autorisés à prendre en tant que personnes libres et en tant que parents. N'oubliez pas non plus que les jeunes enfants ne peuvent pas donner un consentement éclairé adéquat. Il s'agit d'une question éthique importante.

Le taux de mortalité chez les enfants de moins de 12 ans est très proche de zéro. Nous avons masqué nos enfants, fermé les écoles, les avons enfermés et avons provoqué des augmentations de suicides chez les adultes ainsi que chez nos enfants en raison de ces politiques, et maintenant nous cherchons à vacciner les enfants avec un vaccin expérimental pour lequel nous n'avons aucune donnée sur les dommages à long terme. C'est très dangereux selon nous.

Les experts, à notre avis, se sont trompés sur les confinements, les fermetures d'écoles, les obligations de masques et autres restrictions. Ils ont tous créé un désordre total pour nos sociétés alors que nous commençons à émerger de la douleur des confinements et des fermetures d'écoles punitifs et non fondés.

En outre, il est absurde de suggérer que les variants du virus peuvent provoquer l'infection chez les enfants et leur nuire, et cette affirmation n'a aucun fondement. Pour ceux qui tentent d'effrayer les parents avec des déclarations illogiques et absurdes selon lesquelles une souche létale pourrait émerger parmi les variants, nous ne trouvons aucune preuve à l'appui de telles affirmations. C'est tout simplement de la spéculation sans fondement scientifique.

Faire de telles affirmations n'est pas de la science et les décisions basées sur de telles affirmations ne sont pas basées sur des preuves. Nous avons besoin de suivre la science et pas seulement les spéculations effrénées d'experts médicaux de plateaux de télévision.

La voie à suivre

Les enfants devraient vivre normalement et, s'ils sont exposés au SRAS-CoV-2, nous pouvons être assurés que, dans la grande majorité des cas, ils ne présenteront aucun symptôme ou seulement des symptômes légers tout en développant une immunité acquise naturellement – une immunité qui est assurément supérieure à celle qui pourrait être provoquée par un vaccin.

Pékin utilise son réseau mondial de médias pour diffuser son récit sur la pandémie

Selon un rapport récent, Pékin s'est concentré sur le paysage médiatique des différents pays pour faire passer son récit sur la pandémie.

« Lorsque la pandémie a commencé à se propager, Pékin a utilisé son infrastructure médiatique à l'échelle mondiale pour semer des récits positifs sur la Chine dans les médias nationaux, ainsi que pour mobiliser des tactiques plus originales telles que la désinformation », a déclaré la Fédération internationale des journalistes (FIJ), basée à Bruxelles, dans son dernier rapport de recherche.

Le rapport s'appuie sur une enquête menée auprès de 54 syndicats de journalistes de 50 pays et territoires différents entre décembre 2020 et janvier 2021. Ces pays sont situés en Asie-Pacifique, en Afrique, en Europe, en Amérique latine, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient.

À l'échelle mondiale, 56 % ont déclaré que la couverture médiatique de la Chine par leur pays était devenue plus positive après l'apparition du Covid-19. Parallèlement, 20 % ont déclaré qu'il n'y avait pas eu de changement et les 24 % restants ont déclaré qu'elle était devenue plus négative.

Le rapport a également révélé que lorsque les pays recevaient une aide médicale de la Chine, notamment des vaccins fabriqués en Chine, le récit médiatique du pays était plus favorable à la Chine.

« Parmi les pays où le récit médiatique dominant était l'ac-



Un Kényan lit un exemplaire de l'édition Afrique du quotidien chinois devant un kiosque à journaux à Nairobi, capitale du Kenya.

tion rapide de la Chine contre le Covid-19 a aidé d'autres pays, tout comme sa diplomatie médicale', plus des deux tiers ont reçu le vaccin Covid-19 de la Chine », indique le rapport.

Les mauvaises interventions de Pékin lors de la pandémie ont suscité des critiques internationales,

notamment sur la manière dont le régime a réduit au silence des médecins lanceurs d'alerte et n'a pas révélé au départ que le virus pouvait avoir une transmission interhumaine. Pour tenter de renverser la vapeur, le PCC a cherché à redorer son image en utilisant ses fournitures médicales, comme les

masques et les vaccins, à des fins diplomatiques.

Lors d'un briefing quotidien le 17 mai, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a proclamé que Pékin avait fourni « une assistance en matière de vaccins à plus de 80 pays » et « des exportations de vac-

cins à plus de 50 pays ».

« Pour la Chine, ces colis de secours ont répondu à un besoin très réel d'assistance médicale tout en constituant une aubaine de propagande illustrant le statut de Pékin en tant que partenaire généreux pour les nations dans le besoin », indique le rapport.



57 % des pays bénéficiaires de vaccins chinois ont déclaré avoir constaté des tentatives de la part d'acteurs chinois de façonner les récits médiatiques. »

Selon le rapport, le même discours médiatique selon lequel « l'action rapide de la Chine contre le Covid-19 a aidé d'autres pays » n'a été retrouvé que dans 25 % des pays qui n'ont pas reçu de vaccins chinois. Dans ces pays, 60 % des personnes interrogées pensent que la couverture médiatique initiale de la Chine était responsable de la pandémie mondiale.

« 57 % des pays bénéficiaires de vaccins chinois ont déclaré avoir constaté des tentatives de la part d'acteurs chinois de façonner les récits médiatiques concernant la politique locale dans leur pays, contre 34 % des pays non bénéficiaires », selon le rapport.

Par Frank Fang

Le régime chinois estime que les scientifiques du laboratoire de Wuhan « devraient recevoir un prix Nobel »

Un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères affirme que les chercheurs du laboratoire de Wuhan méritent un prix Nobel, alors que l'hypothèse de la fuite du Covid-19 d'un laboratoire de Wuhan devient de plus en plus évidente.

L'Institut de virologie de Wuhan, ou WIV, abrite le premier laboratoire de niveau P4 de Chine, le niveau de biosécurité le plus élevé, qui lui permet de manipuler les agents pathogènes les plus dangereux au monde. Le laboratoire se trouve à quelques kilomètres d'un grand marché humide dans la ville, identifié par Pékin comme la source du virus.

La possibilité d'une fuite accidentelle du laboratoire chinois avait été rapidement écartée au début de la pandémie, mais un nouvel examen minutieux d'émissements scientifiques, ainsi que la preuve que le personnel du WIV était malade avant le déclenchement de l'épidémie de Covid-19, ont ramené le débat sur le devant de la scène.

Dans son style caractéristique, Zhao Lijian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a cherché à détour-

ner l'attention portée sur le laboratoire, affirmant que les scientifiques du WIV étaient pointés du doigt pour avoir été les premiers à identifier la séquence du génome du Covid-19.

« Si ceux qui sont les premiers à publier des génomes viraux de haute qualité devaient être accusés d'avoir fabriqué le virus, alors le professeur Luc Montagnier, qui a été le premier à découvrir le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), serait considéré comme le coupable du sida au lieu de recevoir le prix Nobel, et M. Louis Pasteur, qui a découvert les microbes, serait tenu pour responsable des bactéries pathogènes dans le monde entier », a-t-il ajouté lors d'un point de presse le 18 juin.

Par la même analogie, selon M. Zhao, « l'équipe de Wuhan devrait recevoir le prix Nobel de médecine pour ses recherches sur le Covid-19, au lieu d'être critiquée ».

Inverser les notions de noir et de blanc

Le citoyen chinois Zhang Hai, qui attribue la mort de son père à Wuhan, à la réaction tardive des autorités devant la pandémie, a déclaré que Zhao « inversait les notions de noir et de blanc ».

« Pour les victimes du Covid-19 à Wuhan,

ce qu'il a dit montre une indifférence à l'égard des vies », a-t-il déclaré à Epoch Times.

« Je suis très patriote, mais cela ne veut pas dire que je ne sais pas distinguer le bien du mal », a-t-il ajouté. « Les crimes sont des crimes, pouvez-vous faire les choses à votre guise juste parce que vous contrôlez le narratif? Je n'adhérerai certainement pas à ça. »

Compte tenu des dommages que la pandémie a infligés au monde, « s'il existe effectivement des preuves à charge, ces personnes devraient être tenues responsables de crime de guerre », a-t-il déclaré, qualifiant de « sans vergogne » la demande de Zhao d'un prix Nobel pour le WIV.

Alors que Zhao et Shi Zhengli, l'un des principaux chercheurs du WIV, ont tous deux accusé l'Occident de politiser la question de la traçabilité du virus, Zhang a déclaré que c'était un signe de leur « manque d'assurance ».

« Un mauvais mensonge révèle la vérité », a-t-il dit, en utilisant un proverbe chinois. « Vous avez dit que vous n'étiez pas à blâmer, alors ouvrez-vous au monde pour une enquête honnête. » Selon lui, la suppression continue des voix critiques à l'égard du virus, l'élimination des preuves au marché



Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, rassemble ses notes après s'être exprimé lors du point de presse quotidien à Pékin, le 8 avril 2020.

de Wuhan et le refus d'une enquête indépendante devraient éveiller les soupçons, faisant remarquer que « même aujourd'hui, aucun nombre réel de décès dus au Covid à Wuhan n'a été publié ».

« Les Chinois n'ont pas de réelle liberté

d'expression, mais cela ne signifie pas que nous soyons des idiots », a-t-il déclaré. « Si un pays ne peut même pas bien traiter ses citoyens, cela révèle la nature du gouvernement dont il s'agit. »

Par Eva Fu

Les méthodes de torture utilisées par le régime chinois pour contraindre les gens à renoncer à leur foi et rejoindre le communisme

Dans son rapport annuel 2021, la Commission américaine pour la liberté religieuse internationale a classé la Chine parmi les principaux pays du monde intensivement engagés dans des « violations extrêmes » de la liberté religieuse et des droits de l'homme. Le commissaire Gary L. Bauer a déclaré dans ce rapport que la Chine communiste avait refusé à ses citoyens « le droit à la quête et à l'adoration de Dieu ».

Des victimes qui ont survécu à la violente répression menée par le Parti communiste chinois (PCC), ou qui sont parvenues à s'échapper et à trouver refuge à l'étranger, ont courageusement révélé les traitements inhumains et les tortures menées derrière les impénétrables murs de terreur des prisons, camps de travaux forcés et centres de « rééducation » du régime communiste chinois.

Les dirigeants du PCC et les gardiens de prison ont élaboré de nombreuses méthodes de torture pour contraindre les croyants – chrétiens, Ouïghours, pratiquants de Falun Gong, bouddhistes – à renoncer à leur foi et à vénérer le Parti communiste comme chef suprême, le plaçant même au-dessus du divin.

Le site Minghui.org, basé aux États-Unis et entièrement géré par des bénévoles, se consacre à documenter la persécution du Falun Gong en Chine. Il a recensé plus de 100 méthodes de torture couramment utilisées pour



Ma Chunmei, pratiquante du Falun Gong, tient une photo montrant un prisonnier menotté entre deux lits et les marques laissées par les menottes.

contraindre les pratiquants de cette méthode de méditation. Selon un rapport de Minghui.org, le chef de la division n° 3 du camp de travail forcé pour femmes de Jilin a ouvertement menacé une pratiquante de Falun Gong en disant : « Nous avons 108 types de méthodes de torture ! Pensez-vous que vous sortirez d'ici vivante ? »

Voici quelques-unes des techniques de torture les plus inhumaines couramment utilisées dans les prisons, les camps de travail et

les centres de « rééducation » en Chine communiste.

Abus sexuels

Le PCC a constamment utilisé le viol collectif et les abus sexuels comme outil pour éliminer la foi et persécuter ceux qui refusent de se soumettre aux idéologies communistes. Une femme membre de la CAG, Gao Jie, a raconté au site Bitter Winter comment certaines gardiennes l'ont forcée à avoir des relations sexuelles avec un gar-



Nous avons 108 types de méthodes de torture ! Pensez-vous que vous sortirez d'ici vivante ? »

dien après l'avoir déshabillée et baignée.

Dans un rapport, Minghui.org a documenté comment 18 pratiquants de Falun Gong détenus dans le tristement célèbre camp de travail forcé de Masanjia à Shenyang, dans la province du Liaoning, ont été jetés dans les cellules des hommes et que les gardiens ont encouragé les détenus à les violer. Dans un autre cas, une fillette de 9 ans, orpheline d'un pratiquant de Falun Gong, a été violée par trois hommes dans un hôpital psychiatrique de Pékin.

Gavage forcé

Souvent, les pratiquants de Falun Gong détenus qui entament des grèves de la faim prolongées pour protester contre leur arrestation illégale sont brutalement nourris de force, pouvant non seulement leur briser les dents et entraîner de graves accidents. Des policiers, des médecins et des gardiens de prison s'associent pour faire ingérer de force des « repas » contenant des substances toxiques pour les nerfs, mélangées à des piments forts, de l'eau salée et même des excréments.

Par exemple, Chu Lin, un pratiquant de Falun Gong, a entamé une grève de la faim après avoir été arrêté en avril 2004. Les policiers qui ont participé à son gavage ont inséré par erreur le tube d'alimentation dans sa trachée, ce qui l'a plongé dans le coma par suffocation. Malgré cela, la police a déclaré : « Nous ne sommes pas responsables de sa mort ».

Chocs électriques

L'électrocution est l'une des méthodes de torture de routine utilisées sur les fidèles de toutes confessions. En juillet 2020, un chrétien âgé de la CAG de la province chinoise du Jiangsu a été arrêté et gravement torturé au cours de son interrogatoire, selon un compte-rendu de Bitter Winter. « Un officier de police m'a électrocuté avec une matraque qui crépitait constamment », a déclaré l'homme, âgé de 70 ans. « Il m'a électrocuté les parties intimes à deux reprises, provoquant une douleur insupportable ».

Tursunay Ziawudun, une femme ouïghoure qui a fui aux États-Unis, a déclaré à la BBC qu'elle avait été électrocutée avec une matraque et violée collectivement à trois reprises. « La femme m'a emmenée dans la pièce [...] Ils avaient un bâton électrique, je ne savais pas ce que c'était, ils me l'ont enfoncé dans les voies génitales, me torturant avec une décharge électrique », a-t-elle déclaré.

Par Jocelyn Neo

Lire l'article au complet sur : <https://fr.theepochtimes.com/photos-les-methodes-de-torture-utilisees-par-le-pcc-pour-faire-renoncer-les-chinois-a-leurs-croyances-et-embrasser-le-communisme-1772366.html>



Les experts de l'ONU sont « extrêmement alarmés » par les informations sur les prélèvements forcés d'organes en Chine

Une dizaine d'experts des droits de l'homme affiliés aux Nations unies ont déclaré mi-juin être bouleversés et horrifiés par ce qu'ils ont qualifié d'informations crédibles sur les prélèvements forcés d'organes par le régime communiste chinois – des prélèvements qui ciblent les minorités religieuses et ethniques.

Les experts – notamment les rapporteurs spéciaux du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et les membres d'un groupe de travail sur la détention arbitraire – ont été « extrêmement alarmés par les rapports sur les prélèvements d'organes qui viseraient des minorités, dont des pratiquants de Falun Gong, des Ouïghours, des Tibétains, des musulmans et des chrétiens qui sont détenus en Chine », a annoncé dans un communiqué cette organisation de l'ONU basée à Genève.

Simulation de prélèvement forcé d'organes sur les pratiquants de Falun Gong emprisonnés en Chine, lors d'une manifestation à Vienne, en Autriche, le 1^{er} octobre 2018.

« Les prélèvements forcés d'organes en Chine viseraient des minorités ethniques, linguistiques ou religieuses spécifiques placées en détention à différents endroits, souvent sans qu'on leur explique les raisons de leur arrestation ni qu'on leur remette des mandats d'arrêt », ont déclaré les experts dans une déclaration commune. « Nous

sommes profondément préoccupés par les informations faisant état d'un traitement discriminatoire des prisonniers ou des détenus en raison de leur origine ethnique, de leur religion ou de leur croyance. »

« D'après les informations reçues, les organes les plus couramment prélevés sur les prisonniers seraient le cœur, les reins, le

foie, les cornées et, plus rarement, des parties de foie », ont précisé les experts.

Selon le HCDH, les experts ont déjà soulevé cette question auprès des autorités chinoises en 2006 et 2007, mais la réponse qu'ils ont reçue ne contenait pas de données essentielles telles que les délais d'attente pour trouver et attribuer les organes compatibles ou la provenance des organes.

« Malgré le développement graduel d'un système de don d'organes volontaire, de nouvelles informations continuent d'apparaître sur de graves violations des droits de l'homme dans l'obtention d'organes pour des transplantations en Chine », ont constaté les experts.

En mars 2020, le China Tribunal, basé à Londres, a conclu que des prélèvements forcés d'organes se produisaient en Chine depuis des années « à une échelle importante » et que les pratiquants de Falun Gong en détention, reconnus pour leur

bonne santé, constituaient la « principale source » d'organes humains. Le rapport du tribunal a également noté que d'autres groupes minoritaires tels que les Ouïghours, les bouddhistes tibétains et les chrétiens des églises clandestines chinoises sont également victimes de ces atrocités.

Le Falun Gong est une discipline traditionnelle chinoise de développement physique et spirituel qui comprend des exercices, de la méditation et le travail sur soi fondé sur les valeurs d'authenticité, de bonté et de patience. Il y a 22 ans, le régime communiste chinois a lancé une campagne visant à éradiquer cette pratique devenue très populaire en Chine et a soumis plus de 70 millions de pratiquants au harcèlement, à la détention, au travail forcé, à la torture et au prélèvement forcé d'organes.

Par Tom Ozimek

Le spectacle que le Parti communiste chinois ne veut pas que vous voyiez

Rien n'effraie autant le Parti communiste chinois (PCC) que le regain de popularité de la culture traditionnelle. Or, c'est ce qu'incarnent les scènes et la musique de Shen Yun Performing Arts.

La mission de Shen Yun est de faire revivre cinq mille ans de civilisation chinoise. Cinq mille ans d'une culture ancienne qui repose sur l'harmonie entre le ciel, la terre et l'homme, d'une culture que l'on dit transmise par le divin. C'est bien là tout ce que le PCC s'efforce de détruire depuis ses débuts.

« Absolument, elle est désignée comme indésirable. C'est la plus grande menace pour le Parti communiste chinois », affirme Jared Madsen, l'un des maîtres de cérémonie de Shen Yun. « Si les gens croient qu'il existe quelque chose au-delà du Parti communiste chinois, qu'il y a quelque chose de plus élevé [...] cela représente une menace des plus importantes. »

C'est pourquoi le PCC a tout fait pour faire annuler Shen Yun. Crever les pneus des bus de la tournée ; lancer des bataillons de trolls sur Internet pour attaquer l'image de la compagnie ; envoyer des lettres aux consulats, aux responsables locaux pour rappeler la fragilité des relations diplomatiques avec la Chine qui sont à préserver à tout prix en boycottant la compagnie ; contacter en personne (ou via des mandataires) les théâtres pour exiger l'arrêt du spectacle. Cette ingérence, qui dure depuis plus de dix ans, est bien documentée et se retourne souvent contre le Parti lui-même.

Ces mesures peuvent paraître extrêmes, car Shen Yun n'est pas même un spectacle politique. Il s'agit d'un spectacle de danse classique chinoise. On peut y voir les danses ethniques et folkloriques des quelque cinquante groupes minoritaires qui existent en Chine, entendre des solos de *bel canto* et un orchestre symphonique mêlant les traditions orientales et occidentales. Les spectateurs sortent du théâtre en ayant apprécié la culture authentique de la Chine, peu connue en Occident, précisément parce que le Parti essaye de la supprimer.

« Fondamentalement, le Parti communiste chinois est un régime athée. Shen Yun reflète 5000 ans de culture chinoise, et la culture chinoise est enracinée dans le divin. Tous les différents types de courants



Shen Yun Performing Arts.

liés au divin, comme le taoïsme, le bouddhisme et le confucianisme, vont directement à l'encontre des principes athées du communisme », explique M. Madsen.

Le PCC a peur parce que Shen Yun montre la Chine d'avant le communisme.

L'une des méthodes utilisées par le PCC pour tenter de discréditer Shen Yun consiste à créer ses propres troupes de danse pour les envoyer dans le monde entier.

« Ils ont créé toutes ces compagnies [...] avez-vous entendu parler de l'une d'entre elles ? Non, parce qu'elles n'étaient pas très bonnes. Pourquoi ? Parce que la propagande communiste n'intéresse personne », explique Jared Madsen. Ces dernières années, le Parti a changé de méthode, se faisant le promoteur de la « culture traditionnelle » et exigeant des grandes organisations artistiques de mettre l'accent sur la danse « classique », ce qui n'est qu'une parade.

« Lorsqu'ils parlent de la culture traditionnelle chinoise, ils s'en servent pour essayer de promouvoir le communisme. Je veux dire qu'ici, on peut voir clair dans leur jeu. Cela reste de la propagande, et personne n'a envie de regarder ça »,

ajoute M. Madsen. Il faut savoir que toutes les grandes organisations en Chine sont sous la tutelle de l'État.

Être artiste en Occident

Selon le violoniste et chanteur de Shen Yun, Huang Peng, être artiste en Chine ou en Occident c'est comme le jour et la nuit.

Huang Peng a connu une carrière prestigieuse en tant que violoniste. Il a étudié le violon avec son père dès son plus jeune âge et a passé avec succès les auditions pour faire partie d'un orchestre philharmonique réputé.

Mais en 1999, le PCC a lancé une campagne de persécution contre le Falun Gong, avec pour mot d'ordre de ruiner les moyens de subsistance et la réputation de ceux qui refusaient d'abandonner la pratique. Huang Peng fait partie des 100 millions de personnes en Chine qui suivaient cette pratique spirituelle, laquelle enseigne l'authenticité, la bienveillance et la tolérance. Il faisait également partie des quelques millions de personnes qui ne voulaient pas renoncer à leur foi.

Un jour, Huang Peng parlait du Falun Gong à ses collègues musi-

ciens lorsqu'un superviseur de l'orchestre l'a dénoncé. La police a alors saccagé son domicile puis l'a détenu 24 heures en le gardant éveillé. Pendant ce temps-là, sa mère se faisait arrêter illégalement. Il s'agissait de le contraindre à écrire et à signer une lettre par laquelle il accepterait de renoncer à sa pratique, et plus encore, accepterait de la dénigrer. Il a refusé et a été licencié.

Son premier réflexe a été de chercher du travail dans une autre ville pour prendre un nouveau départ. Arrivé à l'aéroport, il a appris qu'il figurait sur la liste noire et s'est à nouveau vu arrêté et incarcéré. Sauf que cette fois, il allait devoir intégrer une « classe de transformation », un euphémisme pour parler d'un centre de lavage de cerveau, et il serait coupé du monde pendant deux mois.

La torture brutale et les prélèvements d'organes pratiqués par le PCC sur certains de ses propres citoyens, dont les pratiquants du Falun Gong, ont largement été documentés. Mais dans le cas présent, la torture de Huang Peng a été mentale. Placé sous surveillance 24 heures sur 24, on le gavait de films pour lui laver le cerveau et

on le menaçait de toutes les façons possibles. Sous cette énorme pression, il a finalement signé la fameuse déclaration.

Les années suivantes, il a constamment été en fuite. Petit à petit, il a dû renoncer à son art, ce qui les a dévastés, lui et son père. C'est en 2008 qu'il a entendu parler de Shen Yun pour la première fois. En 2014, il a pu quitter le pays. Il a ensuite passé avec succès l'audition lui permettant de faire partie de cette compagnie qu'il admirait.

« En Chine continentale, l'État ne permet pas aux personnes qui pratiquent le Falun Gong de se produire sur scène. Mais ici, nous avons la liberté de croyance. Je pense que c'est très important, en tant qu'artiste », conclut-il.

Pourquoi Shen Yun ? « La mission de Shen Yun est de faire revivre les 5 000 ans de culture traditionnelle chinoise », explique-t-il. « C'est une culture d'inspiration divine, et le message [que transmet cette culture] est divin. C'est un message de bonté, qui peut toucher le cœur des gens. »

Une production mondiale

Finalement, malgré l'influence énorme du PCC utilisant tout

l'arsenal de l'État pour discréditer la compagnie, Shen Yun est devenu une production mondiale.

« Je me souviens d'un soir, en 2009 je crois, où nous avions trois compagnies [à ce moment-là], et j'ai reçu un appel téléphonique », explique Jared Madsen. « Les trois spectacles étaient complets. C'est alors que le vent a tourné. À partir de ce jour-là, nous avons généralement fait salle comble. »

Aujourd'hui, Shen Yun compte sept compagnies qui font des tournées en simultané dans le monde entier, des centaines de représentations dans plus d'une centaine de villes à travers le globe. C'est la seule compagnie à produire des spectacles qui cherchent non seulement à préserver, mais aussi à faire renaître la culture traditionnelle chinoise.

« Il y a cette quête constante chez l'homme de quelque chose de mieux, de plus grand, de plus magnifique – plus encore, de quelque chose de plus profond, de plus élevé. Tout ça. Et ici, tout y est », ajoute-t-il. « C'est vraiment ce que le spectacle apporte au monde, c'est vraiment ce qu'il fait ressentir ça aux spectateurs. »

Par Catherine Yang

THE
EPOCH
TIMES

VÉRITÉ et TRADITION

REJETEZ LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Le PCC a bloqué toutes les informations sur le virus de Wuhan et emprisonné les Chinois qui en parlaient. Il a volontairement menti à l'Occident. Depuis, plus d'1 million de personnes sont mortes.

Nous ne pouvons plus être des victimes passives de cette dictature. Vous et votre famille, tenez-vous vraiment informés.

Signez la pétition dès aujourd'hui : Rejectccp.org/fr

